NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

148 N° 2 Avril-Juin 2026

Culture woke et post-libéralisme. La réponse de la doctrine sociale de l'Église

promo nouvel abonnement : – 30 % code PROMONRT-30

Christophe PIERRE (card.)

p. 239 - 259

https://www.nrt.be/fr/articles/culture-woke-et-post-liberalisme-la-reponse-de-la-doctrine-sociale-de-l-eglise-4037

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

NRT 148 (2026) 239-259
Card. C. Pierre

Culture woke et post-libéralisme. La réponse de la doctrine sociale de l'Église

Au cours des premières décennies du XXIe siècle, le débat intellectuel, politique et culturel aux États-Unis a été marqué par l'émergence de deux idéologies principales qui, bien qu'apparemment opposées, partagent une racine commune : l'insatisfaction à l'égard du paradigme libéral hérité de la modernité[1]. D'une part, la culture dite « woke » a mis en évidence les insuffisances du libéralisme classique pour traiter les blessures historiques de l'esclavage, du racisme structurel, de la discrimination sexuelle et des exclusions sociales qui persistent dans la société. D'autre part, le mouvement dit post-libéral cherche à transcender l'ordre libéral en dénonçant l'insuffisance de l'individualisme et le pouvoir corrosif des marchés déréglementés, et en proposant à la place le protectionnisme économique, comme une réévaluation de la communauté, de la tradition et, dans certains cas, du rôle confessionnel de la religion dans la vie publique.

Le libéralisme politique, fondé sur la primauté de l'autonomie individuelle, la neutralité de l'État et le libre marché, est confronté à une crise de légitimité. Les inégalités économiques croissantes, le désenchantement démocratique, l'érosion de la confiance dans les institutions et la fragmentation culturelle ont affaibli la promesse libérale de liberté, d'égalité et de prospérité. La crise financière de 2008, suivie de la crise liée à l'épidémie de coronavirus, a intensifié cette perception, accentuant la polarisation idéologique aux États-Unis.

Dans ce contexte, la culture woke et le post-libéralisme sont présentés comme des réponses alternatives. La première insiste sur la centralité de l'identité et la nécessité d'une mémoire historique réparatrice, mais elle est souvent soumise au relativisme et à une déconnexion avec la réalité. La seconde souligne l'importance du bien commun (compris comme le bien de ma communauté) et de ce qu'on appelle l'*ordo amoris* (d'abord moi, puis ma famille, puis mon pays, sans se soucier outre mesure du sort du reste du monde), glissant vers des tentations autoritaires ou vers un fondamentalisme qui contredit la pluralité légitime de la vie moderne.

1. Leçon donnée au Xe Diplôme international en doctrine sociale de l'Église, organisé par l'Academia de Líderes Católicos (original en espagnol), 13 sept. 2025.

Face à ces alternatives incomplètes ou problématiques, la doctrine sociale de l'Église offre une vision plus complète. De *Rerum novarum* (1891) à *Fratelli tutti* (2020), le Magistère a insisté sur l'indissociabilité de la dignité de la personne humaine et de sa dimension sociale. L'Église a dénoncé les fausses anthropologies qui réduisent l'être humain à un consommateur, mais elle a également mis en garde contre celles qui diluent la vérité universelle dans une multiplicité irréconciliable d'identités. Elle a proposé à la place une voie fondée sur la fraternité universelle, la solidarité et le bien commun, correctement compris comme le bien de la famille humaine, qui à son tour est composée de personnes concrètes.

En 2018, dans l'exhortation apostolique *Gaudete et Exultate* (chapitre 2), le pape François a expliqué qu'il est important de s'éloigner de deux tentations : le gnosticisme qui ne veut pas regarder la réalité, et le pélagianisme, qui pense que nous gagnons le paradis par nos efforts et nos mérites. Face à la culture woke qui soutient, entre autres choses, la décision personnelle concernant son propre genre, et au post-libéralisme qui veut imposer de manière autoritaire un code de conduite unique pour être considéré comme un vrai patriote, la doctrine sociale de l'Église rappelle la supériorité de la réalité sur l'idéologie (*Evangelii gaudium* 231) et la joie de la proclamation de l'Évangile, qui est une rencontre avec la personne de Jésus, qui nous invite à le suivre (*EG* 1).

Ma thèse centrale est que ni la culture woke ni le post-libéralisme n'apportent une réponse suffisante à la crise contemporaine, car tous deux s'appuient sur des anthropologies partielles ou erronées. La première met l'accent sur l'identité au point de fracturer l'universalité, et la seconde court le risque d'instrumentaliser la religion à des fins de pouvoir.

La proposition de l'Évangile, en revanche, développée dans la doctrine sociale de l'Église, permet de concilier le respect de chaque personne, l'ouverture à tous les peuples et la recherche d'un bien commun qui n'exclut personne.

I. — Contexte historique et culturel : la crise du libéralisme

Depuis le XIX^e^ siècle, le libéralisme s'est imposé en Occident comme la vision dominante du monde, articulant un projet politique fondé sur trois piliers fondamentaux : la centralité de l'autonomie individuelle, la limitation du pouvoir de l'État et une économie régulée par le marché. Ce modèle, en particulier après la Seconde Guerre mondiale, est devenu l'horizon normatif des démocraties occidentales, avec des résultats indéniablement positifs : expansion des droits civils et politiques, croissance

économique soutenue, réduction de la pauvreté dans certains contextes et consolidation de régimes démocratiques relativement stables.

Cependant, à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, des tensions internes, qui allaient devenir plus évidentes avec le temps, ont commencé à se manifester. La première de ces tensions concerne la confiance excessive dans l'individualisme. Le libéralisme classique a célébré la liberté comme l'absence d'ingérence extérieure, mais en absolutisant cette notion appauvrissante de la liberté, il a fini par affaiblir les liens communautaires et les institutions intermédiaires qui donnent un sens à la vie sociale. L'essor du consumérisme et de l'individualisme possessif a réduit l'être humain à un consommateur autonome, oubliant sa dimension relationnelle et transcendante. La deuxième tension provient de la dynamique du capitalisme mondialisé. L'exaltation du libre marché, en particulier dans sa version néolibérale, a conduit à une inégalité croissante, à la précarité du travail et à la commercialisation de sphères de la vie humaine qui devraient être protégées de la logique du profit. La crise financière de 2008 a montré les fragilités de ce système, révélant que les marchés ne disposent pas de mécanismes internes pour les orienter vers le bien commun. Comme l'a souligné Benoît XVI dans *Caritas in veritate*, l'économie ne peut fonctionner sans éthique, car sinon elle devient une source d'exclusion et de souffrance : « la conviction de l'exigence d'autonomie de l'économie, qui ne doit pas tolérer "d'influences" de caractère moral, a conduit l'homme à abuser de l'instrument économique y compris de façon destructrice » (*CV* 34).

La troisième tension se manifeste dans le domaine culturel et politique. La neutralité libérale par rapport aux valeurs visait à garantir un espace commun pour la coexistence plurielle, mais a conduit dans la pratique à une sorte de vide moral. En renonçant à proposer un horizon de sens partagé, le libéralisme a ouvert la porte à la fragmentation culturelle et au relativisme. Ainsi, la vie publique s'est appauvrie, réduite à la sphère de la gestion technique ou à la confrontation d'intérêts individuels, sans langage commun pour parler du bien, de la vérité ou de la justice. Ces tensions se sont accentuées lors du passage au XXI^e siècle. Le désenchantement à l'égard de la politique, la polarisation, la méfiance envers les institutions, l'expansion des mouvements populistes et nationalistes et l'impact de la révolution numérique ont accéléré la perception d'un libéralisme ayant perdu sa capacité à intégrer les sociétés. C'est dans ce contexte qu'émergent à la fois la culture woke et le post-libéralisme : deux tentatives pour répondre à la crise, mais qui vont dans des directions opposées.

La culture woke met l'accent sur la nécessité de reconnaître les injustices historiques et de donner la parole à ceux qui ont été réduits au

silence par le discours dominant. Dans le même temps, le post-libéralisme cherche à combler le vide moral libéral en réévaluant le bien commun, la tradition et le rôle de la religion dans la vie publique. Ainsi, la crise du libéralisme n'a pas seulement affaibli l'ordre politique et économique hérité, mais a également ouvert la voie à l'émergence de propositions alternatives, chacune présentant des intuitions valables, mais aussi des dangers inhérents. L'analyse de ces mouvements nécessite donc non seulement une critique culturelle ou politique, mais aussi une réflexion anthropologique et éthique de fond. Et c'est là que la doctrine sociale de l'Église offre un horizon plus équilibré et universel, capable d'intégrer les préoccupations légitimes de justice et de communauté sans tomber dans les extrêmes du relativisme ou de l'autoritarisme.

II. — L'essor de la culture woke

Le terme « woke », initialement utilisé dans la culture afro-américaine pour exprimer la nécessité d'être « éveillé » aux injustices du racisme, a évolué pour devenir un concept large qui désigne une attitude d'alerte permanente contre toute forme de discrimination, d'exclusion ou d'inégalité sociale. Bien que l'origine du phénomène soit légitime – la défense de la dignité des personnes et des communautés historiquement marginalisées –, la manière dont la culture woke s'est développée révèle à la fois des succès significatifs et des limites.

1. *Origines historiques et expansion culturelle*

Le mouvement woke trouve ses origines dans les luttes pour les droits civiques aux États-Unis pendant la seconde moitié du XX^e^ siècle. La dénonciation du racisme structurel et l'affirmation de l'égalité des droits pour la population afro-américaine ont donné lieu à une prise de conscience plus large de la nécessité de rendre visibles les situations d'exclusion. Par la suite, ce cadre a été étendu à d'autres domaines : féminisme, diversité sexuelle, reconnaissance des minorités ethniques et religieuses, défense des personnes handicapées, entre autres. Au XXI^e^ siècle, les réseaux sociaux ont joué un rôle décisif dans l'expansion de cette culture. Des plateformes telles que Twitter, Facebook et Instagram ont permis d'amplifier la voix de groupes historiquement réduits au silence, de générer des mouvements mondiaux tels que #MeToo ou Black Lives Matter et de créer des communautés transnationales articulées autour de causes communes. La notion de « woke » est alors passée d'un terme de niche à un emblème culturel mondial.

Il ne fait aucun doute que le phénomène woke a eu des effets positifs. Parmi ceux-ci, on peut citer :

– *La sensibilisation aux injustices historiques* : en mettant en avant le racisme, le sexisme et d'autres formes de discrimination, cela a conduit à un changement dans la perception du public. Ce qui était toléré ou rendu invisible il y a quelques décennies est aujourd'hui socialement inacceptable.

– *L'autonomisation des minorités* : les groupes traditionnellement marginalisés ont trouvé dans ce cadre un langage pour exprimer leurs revendications et un espace pour s'organiser collectivement.

– *La révision critique de l'histoire* : la nécessité de revoir le passé à la lumière des victimes a ouvert un débat nécessaire sur la mémoire historique et les récits officiels.

– *L'expansion mondiale de la solidarité* : des causes nées dans des contextes locaux ont acquis une résonance mondiale, montrant l'interconnexion des luttes pour la justice.

2. *Limites et risques du mouvement*

Malgré ses contributions, la culture woke présente des limites qu'il convient de souligner :

– *La réduction identitaire* : en absolutisant l'appartenance à un groupe (race, genre, orientation sexuelle, etc.), on risque de réduire la richesse de la personne à un seul trait. Cette tendance contredit la vision chrétienne de l'être humain comme personne unique et irremplaçable, dont la dignité transcende toute catégorie sociologique.

– *Le relativisme moral* : dans la mesure où chaque groupe revendique sa « vérité » et sa propre histoire, la possibilité d'un horizon éthique commun devient difficile. La notion de vérité objective se dilue dans une pluralité de perspectives inconciliables.

– *La culture de l'annulation* : la pratique consistant à « annuler » ceux qui expriment des opinions jugées offensantes a généré un climat d'intolérance et de peur. Au lieu de promouvoir le dialogue et la conversion, l'exclusion et le silence sont imposés.

– *La fragmentation sociale* : en mettant l'accent sur les différences plutôt que sur les liens communs, la culture woke peut alimenter le tribalisme et affaiblir la cohésion sociale.

3. *Discernement tiré de la doctrine sociale de l'Église*

L'Église partage certaines intuitions de la culture woke, en particulier la nécessité de reconnaître et de réparer les injustices historiques, ainsi que la centralité de la dignité humaine. Dans *Fratelli tutti*, le pape François condamne explicitement le racisme et toute forme de mépris de l'autre, rappelant que « la marginalisation, en outre, prend des formes déplorables que nous croyions dépassées, telles que le racisme qui se cache et réapparaît sans cesse » (*FT* 20). De même, la doctrine sociale de l'Église a insisté sur l'option préférentielle pour les pauvres et les exclus, ce qui implique de donner la parole à ceux qui ont été marginalisés.

Cependant, l'Église met en garde contre les excès qui peuvent survenir lorsque la justice est recherchée sans référence à la vérité universelle ou au bien commun. Comme le souligne *Gaudium et spes*, la véritable communauté humaine est fondée sur le respect de la personne humaine (*GS* 25), ce qui nécessite une anthropologie qui reconnaisse l'être humain non seulement dans son identité particulière, mais aussi dans sa vocation universelle à la communion.

4. *Vers le dépassement de la logique woke*

La doctrine sociale de l'Église ne nie pas les préoccupations légitimes de la culture woke, mais les intègre dans un horizon plus large. Face à la réduction de l'identité, elle propose la fraternité universelle ; face au relativisme, la vérité de l'Évangile ; face à l'annulation, le pardon et le dialogue ; face à la fragmentation, le bien commun.

En ce sens, *Fratelli tutti* constitue une correction fraternelle au phénomène de la culture woke : elle reconnaît son souci de justice, mais avertit que l'individualisme indifférent et impitoyable dans lequel nous sommes tombés n'est pas la voie à suivre : « L'individualisme ne nous rend pas plus libres, plus égaux, plus frères. La simple somme des intérêts individuels n'est pas capable de créer un monde meilleur pour toute l'humanité » (*FT* 105). Ce n'est qu'à partir de l'ouverture à l'autre comme frère ou sœur – au-delà de toute catégorie identitaire – qu'il est possible de construire une société juste et réconciliée.

III. — Le mouvement post-libéral

Le phénomène connu sous le nom de post-libéralisme a pris de l'ampleur ces dernières années, en particulier aux États-Unis, mais aussi en Europe et en Amérique latine. Il s'agit d'un courant intellectuel et politique qui découle de la conviction que le libéralisme traverse non

seulement une crise conjoncturelle, mais qu'il est également épuisé en tant que projet civilisationnel. Dans cette perspective, la modernité libérale a échoué parce qu'en s'enracinant dans une anthropologie individualiste et une conception réductrice de la liberté, elle a sapé les fondements mêmes de la vie communautaire, d'un ordre politique stable et de l'épanouissement humain intégral.

1. *Propositions du post-libéralisme*

Des auteurs tels que Patrick Deneen (auteur de *Why Liberalism Failed* et *Regime Change: Toward a Postliberal Future*), Adrian Vermeule (auteur de *Common Good Constitutionalism*) ou Russell Ronald Reno (rédacteur en chef de *First Things*) sont des représentants éminents du post-libéralisme, qui n'est pas une idéologie unique ou une doctrine fermée, mais un mouvement pluriel composé de courants divers qui partagent une critique commune du projet libéral.

Selon les post-libéraux, le libéralisme a atteint les limites de sa propre logique, entraînant de multiples échecs : politiques, en générant des sociétés paralysées et fragmentées ; économiques, en augmentant les inégalités et en concentrant la richesse entre quelques mains ; moraux, en érodant les valeurs traditionnelles qui soutenaient la civilisation occidentale.

Bien qu'ils proviennent de traditions différentes – conservatrice, socialiste, communautaire et républicaine –, les post-libéraux partagent plusieurs critiques à l'égard du système actuel. Ils rejettent l'étatisme, le consumérisme, la prétendue neutralité de l'État, la division rigide entre la gauche et la droite, et le concept purement négatif de liberté. Au contraire, ils promeuvent des principes tels que le bien commun, la subsidiarité, la vertu civique et la reconstruction d'une économie plus communautaire, organisée par le biais d'entreprises et de réseaux locaux.

Dans son analyse, la gauche occidentale a donné la priorité aux politiques d'émancipation individuelle plutôt qu'à celles de solidarité, tandis que la droite occidentale s'est concentrée sur l'individu, affaiblissant ainsi le sens de la communauté. Ils critiquent également les effets de la mondialisation, qui a déstabilisé la classe moyenne et les communautés suburbaines, affaiblissant ainsi la cohésion nationale.

En nous inspirant d'Adrian Pabst, auteur de *Postliberal Politics: The Coming Era of Renewal* (2021), nous pourrions identifier trois grands courants internes du post-libéralisme : les conservateurs nationaux (socialement conservateurs mais économiquement libéraux), les religieux fondamentalistes (qui combinent une économie post-libérale avec un

État-nation dans lequel la religion joue un rôle central) et les communautaristes pluralistes (qui défendent une vision personnaliste et communautariste). Ces courants pointent la prolifération des droits individuels conçus comme des crédits, qui, selon eux, fragmentent la société, érodent l'identité collective, accroissent les inégalités et favorisent la dissolution des États sous la pression de la mondialisation.

À l'exception des conservateurs nationaux, les post-libéraux prônent un rôle plus actif de l'État dans l'économie, par opposition au libre marché. Ils considèrent que le libéralisme a produit un modèle d'État-marché, où les relations humaines sont réduites à des transactions monétaires et où l'économie est déconnectée de la vie sociale.

Dans le domaine social, ils proposent de rétablir la famille traditionnelle comme fondement de la société, ce qui se traduit par une opposition explicite au mariage pour tous, à la théorie du genre et à l'avortement, défendus par la culture woke. Ils considèrent l'avancée des droits des LGBTQIA+ comme le reflet de l'influence des élites libérales.

Enfin, certains auteurs proposent la stratégie du repli sur de petites communautés comme espace de résistance culturelle, dans l'intention de rechristianiser l'Occident à partir de la base.

Leur critique du libéralisme est profonde et ils l'accusent d'avoir instauré un « totalitarisme doux », subtilement imposé par les institutions et la culture dominante.

En résumé, les post-libéraux ont formulé diverses propositions :

– *Le rétablissement du bien commun comme principe directeur* : l'État doit cesser d'être neutre et assumer un rôle actif dans la promotion d'une conception substantielle du bien commun, compris comme le bien de la communauté nationale.

– *Une réévaluation de la loi naturelle et de la vertu* : la politique ne peut se limiter à la gestion des intérêts, mais doit orienter la vie sociale vers la réalisation de la nature humaine et la culture des vertus civiques et morales.

– *Le renforcement de la communauté et de la tradition* : face à la dissolution des liens sociaux, le post-libéralisme souligne le rôle central de la famille, de la communauté locale et de la transmission des valeurs traditionnelles.

– *La réintégration de la religion dans la sphère publique* : revendication du rôle du christianisme et en particulier du catholicisme – en tant

que fondement culturel et moral indispensable à la vie sociale et politique.

Dans certains cas, ces propositions se traduisent par des visions politiques proches du fondamentalisme, qui soulèvent la nécessité pour l'État de reconnaître formellement la primauté de la foi catholique et de subordonner les lois civiles aux principes de la loi divine.

2. *Risques et limites*

Si le post-libéralisme a raison de souligner les lacunes du libéralisme contemporain, ses propositions présentent plusieurs risques :

– *La tentation autoritaire* : en voulant remplacer la neutralité libérale par un ordre politique explicitement confessionnel, il crée le risque d'imposer la foi au lieu de la proposer, violant ainsi la liberté religieuse et l'autonomie légitime de la sphère politique.

– *L'idéalisation du passé* : certains discours post-libéraux, comme celui de Rob Dreher dans son livre *The Benedict option: a strategy for christians in a post-Christian nation* (2017), ou celui d'Edmund Waldstein dans son livre *Integralism and the Common Good* (2022), ont tendance à idéaliser le christianisme médiéval comme un modèle, sans reconnaître suffisamment les défis du pluralisme contemporain ou les leçons apprises dans le domaine des droits humains.

– *L'ambiguïté du bien commun* : lorsque nous parlons du « bien commun », il n'est pas toujours clair s'il est compris comme l'ensemble des conditions permettant l'épanouissement de tous, ou comme un projet idéologique défini par un groupe dominant. Cette ambiguïté peut conduire à des exclusions ou à des instrumentalisations.

– *Le risque de polarisation* : en se présentant comme une alternative frontale au libéralisme, le post-libéralisme peut contribuer à la polarisation idéologique plutôt qu'à jeter des ponts dans des sociétés déjà fragmentées.

3. *Discernement ecclésial*

La doctrine sociale de l'Église partage certaines préoccupations du post-libéralisme : elle critique l'individualisme, dénonce les injustices du marché déréglementé, souligne la centralité du bien commun (au sens de la recherche du bien pour la famille de tous les peuples) et revendique la dimension communautaire de l'être humain.

Cependant, l'Église catholique ne peut approuver un retour à des modèles de christianisme qui confondent le spirituel et le temporel.

Comme le rappelle le Concile Vatican II dans *Gaudium et spes* 36, la communauté politique et l'Église sont autonomes et chacune est compétente dans son propre domaine, même si elles doivent coopérer pour promouvoir le bien de la personne.

La véritable contribution de l'Église catholique ne consiste pas à imposer un ordre politique spécifique, mais à éclairer la vie sociale et à orienter les cadres vers la justice, la solidarité et la fraternité, en proposant l'Évangile dans une logique de dialogue et de rencontre avec le monde d'aujourd'hui, avec ses langages et ses références culturelles. En ce sens, *Fratelli tutti* constitue une correction au post-libéralisme : il reconnaît la nécessité de dépasser le libéralisme individualiste, mais met en garde contre le nationalisme exclusif et l'autoritarisme. Le pape François nous appelle à construire une amitié sociale qui n'exclut personne et qui reconnaît la dignité de tous, indépendamment de leur croyance ou de leur appartenance culturelle.

IV. — L'anthropologie chrétienne face aux fausses anthropologies

Derrière la culture woke et le post-libéralisme, on retrouve ce que la doctrine sociale de l'Église identifie comme des anthropologies erronées. En d'autres termes, derrière les débats culturels et politiques se cachent des conceptions partielles ou erronées de ce que signifie être humain. L'Église insiste sur le fait que toute proposition sociale, politique ou économique doit être fondée sur une compréhension adéquate de la personne, créée à l'image de Dieu, dotée d'une dignité inviolable et appelée à la communion.

1. *L'individualisme libéral*

Le libéralisme, dans sa forme classique et néolibérale, a promu une vision de l'être humain comme un individu autonome, défini principalement par sa capacité à choisir. L'idéal de liberté négative – compris comme l'absence de coercition – a conduit à une réduction de l'être humain à un consommateur de biens et de services. Cette anthropologie conduit à un *homo œconomicus*, qui prend des décisions guidées par son intérêt personnel et la recherche conséquente de la maximisation du profit.

L'Église a critiqué à plusieurs reprises cette vision réductrice. Déjà dans *Quadragesimo anno* (1931), Pie XI avertissait que

> la libre concurrence, bien que justifiée et certainement utile à condition d'être maintenue dans certaines limites, ne peut manifestement pas diriger la vie économique – une vérité que l'application pratique des principes de cet esprit individualiste pernicieux a plus que suffisamment démontrée. (*QA* 88)

Benoît XVI a souligné que sans le principe de gratuité et de don, l'économie devient déshumanisante (*CV* 34). Et le pape François a dénoncé l'idolâtrie de l'argent et l'exclusion (*EG* 53).

2. *Relativisme identitaire*

La culture woke, quant à elle, propose une autre anthropologie problématique : la réduction de la personne à une identité particulière. Être humain signifierait appartenir à un groupe défini par des caractéristiques telles que la race, le genre, l'orientation sexuelle ou la religion. Cette vision répond légitimement au besoin de reconnaître les histoires d'oppression, mais elle court le risque d'absolutiser la différence et de nier la réalité et la dimension universelle de la dignité humaine.

Du point de vue chrétien, la personne ne peut être réduite à une identité partielle, car sa valeur ne dépend pas de catégories sociales, mais de sa condition d'enfant de Dieu. Le christianisme soutient donc que toute identité trouve sa plénitude dans la communion.

3. *Communautarisme autoritaire*

Le post-libéralisme, dans ses versions les plus radicales, risque de remplacer l'individualisme libéral par un communautarisme autoritaire. Dans ce cadre, la personne est définie presque exclusivement par son appartenance à une communauté culturelle ou religieuse, et sa liberté est subordonnée au projet collectif. Bien que l'on cherche à retrouver le bien commun, il existe un risque que la communauté soit conçue de manière exclusive, comme un « nous » qui s'affirme en niant les « autres ».

L'Église reconnaît l'importance de la communauté, mais rappelle qu'elle doit toujours être au service de la personne. Selon les mots de Jean-Paul II : « Une démocratie authentique n'est possible que dans un État de droit et sur la base d'une conception correcte de la personne humaine » (*Centesimus annus* 46). C'est pourquoi le bien commun ne peut être compris comme une totalité qui écrase l'individu, mais comme un horizon qui permet la réalisation de chacun et de tous.

4. *L'anthropologie chrétienne du don et de la communion*

Face à ces anthropologies réductionnistes, la proposition chrétienne s'articule autour de trois axes fondamentaux :

– *La dignité inaliénable de la personne* : chaque être humain, créé à l'image de Dieu, possède une valeur absolue qui ne dépend pas de son utilité économique ou de son appartenance à un groupe.
– *La relationalité constitutive* : l'être humain ne se comprend qu'en relation avec les autres. C'est pourquoi chaque personne ne peut se réaliser pleinement qu'à travers le don sincère d'elle-même.
– *La vocation universelle à la communion* : tous les hommes sont appelés à former une seule famille en Dieu. Cela exclut à la fois l'individualisme et le tribalisme.

5. *Conséquences pratiques*

Cette anthropologie chrétienne a des conséquences concrètes :

– Dans le domaine économique, cela nécessite des structures qui respectent la dignité de chaque travailleur et favorisent la solidarité.
– Dans le domaine culturel, cela implique de surmonter les divisions identitaires et de reconnaître la richesse de la diversité dans l'unité.
– Dans le domaine politique, cela exige des institutions qui garantissent la liberté et la participation, en évitant à la fois la fragmentation et l'autoritarisme.

En bref, l'anthropologie chrétienne offre un critère de discernement face aux anthropologies réductrices du libéralisme, de la culture woke et du post-libéralisme. Ce n'est qu'en reconnaissant l'être humain comme une personne, dotée de dignité, de relationnalité et d'une vocation à la communion, qu'il est possible de construire un ordre social juste et humain.

V. — Le bien commun : richesse et ambiguïté du concept

Le concept de bien commun est central dans la tradition chrétienne et dans la doctrine sociale de l'Église. Le Magistère l'a présenté comme un critère fondamental de discernement dans la vie sociale, politique et économique. Cependant, ce terme n'est pas sans ambiguïtés et fait souvent l'objet d'interprétations divergentes : dans certains cas, il est réduit à un simple équilibre d'intérêts ; dans d'autres, il devient une justification pour imposer un ordre idéologique ou autoritaire.

1. *Le bien commun dans la tradition de l'Église*

Le Concile Vatican II, dans *Gaudium et spes*, en a donné l'une des définitions les plus citées : « le bien commun [… est l'] ensemble de conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée » (*GS* 26).

Cette définition a plusieurs implications :

– Le bien commun n'est pas un « tout » abstrait au-dessus des personnes, mais l'horizon qui garantit l'épanouissement de chaque individu.

– Il comprend à la fois les biens matériels (nourriture, santé, logement, travail) et les biens spirituels et culturels (éducation, liberté religieuse, participation politique).

– Il nécessite la participation de tous à sa construction, conformément au principe de subsidiarité.

Dans la perspective chrétienne, le bien commun ne peut jamais être séparé de la dignité de la personne ou de la vocation universelle à la fraternité.

2. *Ambiguïtés dans le discours contemporain*

Dans le débat actuel, le concept de bien commun est soumis à différentes interprétations :

– *Dans le libéralisme* : il tend à être compris comme la somme des biens individuels. Le bien commun est réduit à la garantie d'une coexistence pacifique et à la maximisation des intérêts privés par le biais du marché ou du contrat social. Cette vision oublie la dimension transcendante et communautaire de l'être humain.

– *Dans la culture woke* : le bien commun tend à se fragmenter en une multiplicité de « biens » particuliers liés à des identités spécifiques. L'horizon universel se dissout en revendications partielles qui, bien que légitimes, finissent par entrer en conflit permanent les unes avec les autres.

– *Dans le post-libéralisme* : le bien commun peut être compris comme un projet substantiel imposé d'en haut à une communauté nationale ou à une partie de la société. Au lieu de servir tout le monde, il devient une justification pour exclure ceux qui ne partagent pas la même vision.

Dans les trois cas, une ambiguïté apparaît : le libéralisme le dilue, la culture woke le fragmente, le post-libéralisme l'instrumentalise.

3. *La vision du bien commun dans la doctrine sociale de l'Église*

La doctrine sociale de l'Église propose une conception du bien commun qui dépasse ces limites :

– *Universalité* : le bien commun appartient à tous, sans exclusion. Il ne s'agit pas de l'imposition de la majorité ou du privilège d'une minorité.

– *Dimension transcendante* : le bien commun ne se limite pas au matériel. Il inclut l'ouverture à Dieu et la dimension spirituelle de l'être humain.

– *Participation et subsidiarité* : la construction du bien commun nécessite l'implication de tous les acteurs sociaux, des communautés locales aux institutions mondiales.

– *Orientation vers les plus vulnérables* : le bien commun se mesure à partir des marges. S'il n'inclut pas les pauvres et les exclus, il cesse d'être véritablement commun.

Dans le contexte de la crise écologique, le bien commun exige que l'on prenne soin de la maison commune au-delà des intérêts nationaux ou commerciaux. *Laudato si'* rappelle que « la terre est essentiellement un héritage commun » (*LS* 93). Dans le contexte de la crise migratoire, le bien commun ne peut se limiter à la sécurité de quelques pays, mais doit reconnaître la dignité et les droits des migrants. *Fratelli tutti* insiste sur le fait que

> si toute personne a une dignité inaliénable, si chaque être humain est mon frère ou ma sœur et si le monde appartient vraiment à tous, peu importe que quelqu'un soit né ici ou vive hors de son propre pays. Ma nation est également coresponsable de son développement, bien qu'elle puisse s'acquitter de cette responsabilité de diverses manières : en l'accueillant généreusement en cas de besoin urgent, en le soutenant dans son propre pays, en se gardant d'utiliser ou de vider des pays entiers de leurs ressources naturelles par des systèmes corrompus qui entravent le développement digne des peuples. (*FT* 125)

4. *Vers une compréhension globale*

Le défi actuel consiste à retrouver le sens authentique du bien commun face à ses caricatures :

– Il ne s'agit pas d'une simple somme d'intérêts (vision libérale).

– Il ne s'agit pas d'une fragmentation en revendications partielles (vision woke).

– Il ne s'agit pas de l'imposition d'un ordre idéologique (vision post-libérale).

Il s'agit plutôt d'une tâche commune et solidaire visant à créer les conditions sociales dans lesquelles chaque personne, et en particulier les plus vulnérables, peut s'épanouir.

VI. — La réponse de *Fratelli tutti*

Dans la perspective large de la doctrine sociale de l'Église, l'encyclique *Fratelli tutti* (2020) du pape François constitue une réponse particulièrement lucide aux défis posés par la culture woke et le post-libéralisme, qui sont malheureusement aussi à l'origine de la polarisation dans nos communautés catholiques entre ultra-progressistes et ultra-conservateurs. Face à ces alternatives partielles, *Fratelli tutti* propose un horizon universel de fraternité et d'amitié sociale.

1. *La centralité de la fraternité universelle*

L'encyclique part d'un constat : l'humanité traverse une crise de sens marquée par l'indifférence, le mépris et la violence. Dans ce contexte, le pape François rappelle que nous sommes tous frères et sœurs, appelés à nous reconnaître les uns les autres dans une seule famille humaine. Cette conviction ne repose pas sur des affinités identitaires ou des contrats sociaux, mais sur la vérité théologique selon laquelle nous sommes tous créés par le même Père.

Le deuxième chapitre de l'encyclique évoque la parabole du Bon Samaritain comme paradigme de la fraternité. Il montre que le prochain ne se définit pas par son appartenance à un groupe, mais par sa volonté de prendre soin de l'autre, même lorsqu'il est différent ou considéré comme un ennemi. Contrairement à la logique de la culture woke qui absolutise la différence, et contrairement au post-libéralisme qui tend à absolutiser l'appartenance communautaire, *Fratelli tutti* propose la logique de la fraternité : personne ne peut être exclu de la catégorie des « frères ».

2. *Critique des excès du libéralisme et du marché*

L'encyclique *Fratelli tutti* n'est pas naïve face aux problèmes structurels auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Le pape dénonce la culture du rejet qui réduit les personnes à des objets de consommation et rejette

les faibles, les migrants et les pauvres. Il critique également la foi aveugle dans le marché comme solution à tous les problèmes, rappelant que « le marché à lui seul ne résout pas tout » (*FT* 168).

En ce sens, l'encyclique rejoint certaines intuitions du post-libéralisme en dénonçant l'individualisme et le néolibéralisme. Cependant, elle le fait sans recourir à des propositions autoritaires ou nostalgiques d'un christianisme passé, mais en appelant à une nouvelle culture de solidarité mondiale.

3. *Critique du tribalisme et du populisme*

Le pape François met également en garde contre la tendance à se refermer sur une idée et à ne pas voir la réalité : « La vraie sagesse suppose la conformité avec la réalité » (*FT* 47). Le pape argentin dénonce également les populismes qui manipulent les gens avec des discours de haine et les nationalismes qui construisent des murs au lieu de jeter des ponts (*FT* 156). Ces critiques trouvent un écho tant face aux risques de la culture woke – qui absolutise l'identité et ne va pas à la rencontre de la réalité – que face aux dérives du post-libéralisme – qui peuvent conduire à des nationalismes exclusifs.

Fratelli tutti, en revanche, invite à une politique visionnaire, capable de rechercher le bien commun au-delà des calculs électoraux immédiats. Une politique qui se mesure à sa capacité d'inclure les plus pauvres, d'accueillir les migrants et de garantir les droits fondamentaux à tous. Une politique qui, sans mélanger ni fragmenter l'ordre temporel et transcendant, contribue par son rôle à la promotion d'un développement humain intégral et solidaire de chaque personne dans sa dimension tant individuelle que sociale.

4. *Le dialogue comme voie*

L'un des thèmes centraux de l'encyclique est l'importance du dialogue (*FT*, chapitre 6). François souligne que la fraternité universelle ne se construit pas par l'imposition d'une idéologie, mais par la rencontre sincère, la reconnaissance de l'autre et la recherche partagée de la vérité. Selon les termes de l'encyclique :

> À plusieurs reprises, j'ai invité à développer une culture de la rencontre qui aille au-delà des dialectiques qui s'affrontent. C'est un style de vie visant à façonner ce polyèdre aux multiples facettes, aux très nombreux côtés, mais formant ensemble une unité pleine de nuances, puisque « le tout est supérieur à la partie » [*EG* 237]. Le polyèdre représente une société où les différences coexistent en se complétant, en s'enrichissant et en s'éclairant réciproquement, même si cela implique des discussions et de la méfiance. En effet, on peut

> apprendre quelque chose de chacun, personne n'est inutile, personne n'est superflu. Cela implique que les périphéries soient intégrées. Celui qui s'y trouve a un autre point de vue, il voit des aspects de la réalité qui ne sont pas reconnus des centres du pouvoir où se prennent les décisions les plus déterminantes. (*FT* 215)

Cette insistance sur le dialogue apporte une réponse à la fois au relativisme de la culture woke – qui transforme la vérité en une question de perspectives incommensurables – et à la tentation autoritaire du post-libéralisme – qui cherche à imposer une vision unique.

5. *Les politiques d'amitié sociale*

Dans la deuxième partie de l'encyclique, François développe l'idée d'une « amitié sociale », qui va au-delà de la simple coexistence. Il ne s'agit pas d'une simple tolérance mutuelle, mais de la construction d'une véritable communauté fondée sur la solidarité. Cela implique :

– De promouvoir la justice sociale et l'équité économique.

– D'assurer la participation politique de tous, en particulier des plus vulnérables.

– De favoriser la réconciliation et le pardon dans les situations de conflit.

L'amitié sociale proposée dans *Fratelli tutti* n'est pas une catégorie abstraite, mais un projet politique concret qui vise à humaniser les relations sociales et les institutions.

6. *L'ouverture universelle*

Le Pape rappelle que

> les apports mutuels entre les pays, en réalité, finissent par profiter à tous. Un pays qui progresse à partir de son substrat culturel original est un trésor pour l'humanité tout entière. Il faut développer cette conscience qu'aujourd'hui ou bien nous nous sauvons tous ou bien personne ne se sauve. La pauvreté, la décadence, les souffrances, où que ce soit dans le monde, sont un terreau silencieux pour les problèmes qui finiront par affecter toute la planète. Si la disparition de certaines espèces nous préoccupe, nous devrions nous inquiéter du fait qu'il y a partout des personnes et des peuples qui n'exploitent pas leur potentiel ni leur beauté, à cause de la pauvreté ou d'autres limites structurelles, car cela finit par nous appauvrir tous. (*FT* 137)

Enfin l'encyclique, dans les chapitres 7 et 8, insiste sur le fait que la fraternité ne peut se limiter aux frontières nationales ou aux cercles culturels d'appartenance. Dans un monde globalisé, l'amour du prochain doit se traduire par une ouverture universelle qui reconnaît les droits des

migrants, la responsabilité partagée face au changement climatique et la nécessité d'institutions internationales plus efficaces. De cette manière, *Fratelli tutti* élargit la notion de bien commun à l'échelle mondiale, proposant une véritable éthique mondiale de la solidarité.

VII. — Applications pratiques en politique, en économie et en culture

La doctrine sociale de l'Église, et en particulier *Fratelli tutti*, ne se limite pas à proposer des principes abstraits ; elle est toujours orientée vers la praxis incarnée dans la réalité. L'enseignement social de l'Église cherche à éclairer l'action concrète dans les différents domaines de la vie sociale. La proposition de fraternité universelle et d'amitié sociale peut se traduire en politiques et en pratiques fondées dans les domaines de la politique, de l'économie et de la culture.

1. *Dans la sphère politique*

La politique, lorsqu'elle est conçue comme une charité sociale, devient l'une des formes les plus élevées de charité. Il ne s'agit pas d'une simple gestion technique ou d'une lutte pour le pouvoir, mais d'un service au bien commun. Voici quelques applications spécifiques :

– *La promotion d'une politique à long terme* : face à la logique électorale à court terme, l'Église nous invite à concevoir des politiques qui pensent aux générations futures, et pas seulement aux prochaines élections. Cela est essentiel pour faire face à la crise écologique, à la pauvreté structurelle, aux migrations et à la recherche de la paix mondiale.

– *La défense de la dignité de tous les citoyens* : les politiques doivent garantir les droits fondamentaux tels que l'éducation, la santé, le logement et un travail décent, en évitant toute forme de discrimination.

– *Construire un consensus social* : au lieu d'encourager la polarisation, il faut une politique de dialogue qui intègre les différentes sensibilités autour du bien commun.

En ce sens, *Fratelli tutti* s'oppose à la fois à l'élitisme technocratique et au populisme exclusif, proposant plutôt une politique qui naît de l'écoute du peuple et de l'ouverture à la diversité.

2. *Dans le domaine économique*

L'économie mondiale est confrontée au défi de surmonter la logique néolibérale qui a généré inégalités, précarité et exclusion. La doctrine sociale de l'Église offre ici des orientations très concrètes :

– *Subordonner l'économie au bien commun* : le profit légitime ne peut être le seul critère de l'activité économique. C'est pourquoi l'économie doit intégrer la logique du don et de la gratuité.

– *Promouvoir le travail décent* : l'emploi ne doit pas être réduit à un coût de production, mais doit être reconnu comme une dimension essentielle de la dignité humaine et du développement intégral de la personne.

– *Promouvoir l'économie sociale et solidaire* : les coopératives, les sociétés d'entraide et autres formes d'association sont des moyens concrets de mettre en pratique la solidarité. Un système dans lequel un petit groupe de personnes détient la production et la distribution des biens et des services, cherchant, dans chacune de ses décisions, à maximiser le profit au détriment du bien-être des travailleurs, est injuste.

– *Écologie intégrale* : la production et la consommation doivent tenir compte non seulement du profit immédiat, mais aussi de la sauvegarde de la maison commune et de l'avenir des générations futures.

3. *Dans le domaine culturel*

La crise du libéralisme, la fragmentation de la culture woke et la tentation autoritaire du post-libéralisme sont, au fond, l'expression d'une crise culturelle. La proposition de l'Église implique un renouveau culturel fondé sur la fraternité. Voici quelques applications possibles :

– *Surmonter le relativisme et le populisme* : la culture contemporaine doit redécouvrir la possibilité d'une vérité partagée et d'un langage commun pour parler du bien et de la justice.

– *Promouvoir le dialogue interreligieux et interculturel* : *Nostra Ætate* et *Fratelli tutti* s'accordent à dire que la paix se construit à travers la rencontre sincère entre les cultures et les religions.

– *Revaloriser la mémoire historique dans une perspective de réconciliation* : face à l'annulation ou à la manipulation idéologique de l'histoire, l'Église propose une mémoire historique qui reconnaît la douleur des victimes, mais qui ouvre des voies de pardon et de réconciliation.

– *Éduquer à la fraternité* : les écoles, les universités et les différents cours de formation doivent former non seulement aux compétences techniques, mais aussi aux vertus civiques et à l'ouverture aux autres.

La traduction pratique de la doctrine sociale de l'Église consiste, en somme, à vivre la fraternité universelle dans toutes les dimensions de la vie sociale. Cela implique des politiques conçues comme un service, une économie au service de l'homme et une culture de la rencontre. Ainsi, la vision de *Fratelli tutti* devient un projet concret pour transformer le monde contemporain, en évitant à la fois les pièges du relativisme identitaire et ceux de l'autoritarisme communautaire.

Conclusion : la fraternité universelle comme alternative catholique

La culture woke et le post-libéralisme, bien qu'ils apparaissent comme des réponses à la crise du libéralisme contemporain, ne parviennent pas à offrir des solutions adéquates et durables. La première, en absolutisant l'identité, risque de fragmenter la société en tribus irréconciliables, annulant ainsi l'horizon de l'universalité et du dialogue. La seconde, en cherchant à remplacer la neutralité libérale par un ordre confessionnel ou communautaire, risque de tomber dans l'autoritarisme et d'instrumentaliser la foi à des fins politiques. Toutes deux révèlent, en substance, l'incapacité des idéologies à répondre pleinement aux questions fondamentales sur l'être humain, la justice et la coexistence.

La doctrine sociale de l'Église, en revanche, offre une vision plus large et plus équilibrée. Le magistère pontifical insiste sur deux vérités indissociables : la vie humaine est sacrée et la vie humaine est sociale. Comme l'a également rappelé le pape Léon XIV dans ses homélies et ses discours au cours des premiers mois de son pontificat, ces deux certitudes fondamentales donnent naissance aux principes de dignité de la personne, de solidarité, de subsidiarité et de bien commun. Ces principes de la doctrine sociale de l'Église permettent de dépasser les fausses anthropologies tant du libéralisme individualiste que des extrêmes identitaires ou autoritaires.

Fratelli tutti synthétise cette voie en proposant la fraternité universelle et l'amitié sociale comme réponse au monde fragmenté d'aujourd'hui. Face à l'idolâtrie du marché, elle dénonce la culture du mépris et appelle à une économie qui place les pauvres et les vulnérables au centre. Face au relativisme de la culture woke, elle nous rappelle que nous sommes tous frères, sans exception. Face à la tentation autoritaire du post-libéralisme, elle insiste sur le fait que les politiques doivent être charité sociale

et service du bien commun, et non-imposition idéologique. La fraternité universelle n'est pas un idéal abstrait, mais une vocation concrète qui se traduit par des politiques inclusives, des économies solidaires et des cultures de la rencontre. Elle est l'alternative catholique aux insuffisances du libéralisme et de ses critiques contemporains. Elle est, en somme, la voie qui répond à la vérité profonde de l'être humain : créé à l'image de Dieu, appelé au don de soi et destiné à la communion éternelle. Comme le rappelle le pape François :

> Rêvons en tant qu'une seule et même humanité, comme des voyageurs partageant la même chair humaine, comme des enfants de cette même terre qui nous abrite tous, chacun avec la richesse de sa foi ou de ses convictions, chacun avec sa propre voix, tous frères (*FT* 8).

Voici une proposition que l'Église adresse à l'humanité d'aujourd'hui. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'une simple idéologie de plus sur la scène politique, mais d'une invitation à redécouvrir ce qui nous unit au plus profond de nous-mêmes, à bâtir ensemble un monde où personne n'est laissé pour compte, un monde où le bien commun se vit concrètement et partagé, et où la fraternité universelle est l'horizon qui guide nos actions et notre existence.

USA – 20008-3610 Washington, D.C.
3339 Massachusetts Avenue, N.W.

Card. Christophe Pierre
Nonce apostolique honoraire
aux États-Unis d'Amérique

Résumé. — Face à la crise du libéralisme, deux réponses idéologiques ont émergé : la culture woke et le post-libéralisme. L'une met l'accent sur l'identité et la mémoire réparatrice, l'autre sur la communauté et la tradition. Toutes deux reposent sur des anthropologies partielles. La doctrine sociale de l'Église offre une alternative intégrale fondée sur la dignité humaine, le bien commun et la fraternité universelle.

Mots-clés. — Doctrine sociale de l'Église | Libéralisme | Culture woke | Post-libéralisme | Anthropologie chrétienne

Card. C. Pierre, **Woke Culture and Post-Liberalism: The Response of Catholic Social Teaching**

Summary. — In response to the crisis of liberalism, two ideological movements have arisen: woke culture and post-liberalism. One emphasizes identity and restorative memory, the other community and tradition. Both rely on partial anthropologies. Catholic social teaching offers a holistic alternative grounded in human dignity, the common good, and universal fraternity.

Keywords. — Catholic social teaching | Liberalism | Woke culture | Post-liberalism | Christian anthropology